

# Rapport annuel 2018

Services transnationaux  
Mineurs non accompagnés  
Soutien aux migrants

## Sommaire

Page 04

La vision du SSI

Page 06

Les services  
transnationaux

Page 12

MNA: entre droit de  
l'enfant et droit d'asile

Page 18

Le soutien  
aux migrants,  
aux réfugiés  
et aux diasporas

Page 22

Le SSI, un réseau  
de compétences

Page 24

Résultats financiers



Service social international – Suisse  
Internationaler Sozialdienst – Schweiz  
Servizio Sociale Internazionale – Svizzera  
International Social Service – Switzerland

## Une intervention au service de la protection internationale des enfants

**Olivier  
Geissler**  
Directeur



**Rolf  
Widmer**  
Président du Conseil  
de Fondation



Notre équipe interdisciplinaire des services transnationaux à Zurich et Genève, en collaboration avec nos partenaires à l'étranger, sont intervenus dans de multiples situations d'enfants et de familles concernés par la migration (1464 dans 102 pays). 2018 a été marquée par une hausse des situations qui nous ont été référées notamment de réunifications familiales; pour exemple, cette mère érythréenne réfugiée en Suisse qui a pu retrouver ses deux enfants détenus dans une prison en Libye grâce à nos efforts et à ceux de nos partenaires internationaux.

Sur le front des mineurs non accompagnés (MNA), la situation de ces jeunes migrants arrivés en Suisse nous préoccupe car leurs droits ne sont pas toujours respectés, notamment leur droit à l'éducation. Trop régulièrement des apprentissages ou des formations sont interrompus suite à une décision négative de séjour. Le SSI Suisse s'engage pour que ces jeunes puissent finir leur formation et envisager une intégration professionnelle quel que soit leur parcours futur en Suisse ou à l'étranger.

Alors que notre pays connaît une baisse des arrivées, il nous paraît important de maintenir nos efforts pour une prise en charge plus qualitative. A cet égard, 2019 s'annonce comme une année de réforme et de changement au niveau de l'accueil avec la mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'asile et de l'agenda intégration qui devraient permettre un accueil digne et favorisant la cohésion sociale.

Au niveau international, l'année 2018 a été marquée par l'adoption du Pacte mondial sur les migrations, comme une réponse aux drames humains liés au déplacement de millions de femmes, d'hommes et d'enfants à travers la planète. Il appelle à un meilleur respect des droits humains et ceux notamment des enfants en prônant une collaboration internationale renforcée pour mieux gérer, et plus dignement, les flux de migrants.

Il est attendu que la Suisse, après s'en être fait l'ardent promoteur, adopte ce Pacte en 2019. C'est en même temps l'intérêt des migrants et celui de notre pays puisqu'il permet une base de dialogue entre pays de destination, de

transit et d'origine pour mieux appréhender et gérer ces migrations.

**«L'engagement d'une nouvelle responsable du bureau de Zurich (cf. page suivante) traduit notre volonté de développement régional pour proposer des services complémentaires à ceux des cantons.»**

Olivier Geissler, Directeur

L'histoire du SSI est intimement liée à la protection internationale des migrants les plus vulnérables particulièrement les enfants et, à ce titre, notre organisation mène des actions de plaidoyer pour les soutenir et défendre leurs droits. C'est le cœur de notre métier et la raison d'être du SSI Suisse.

Nos remercions les autorités cantonales et fédérales ainsi que les sponsors et les particuliers qui nous aident à remplir notre mission par leurs contributions financières ainsi que les membres de notre Conseil de fondation pour leur indéfectible soutien.

Grâce à son réseau de 120 partenaires à travers le monde, le SSI Suisse s'efforce depuis plus de 90 ans de faire respecter les droits des enfants par-delà les frontières.



## Maya Sonderegger, nouvelle responsable Suisse alémanique

Maya Sonderegger nous a rejoint en août 2018 en tant que Responsable du bureau suisse alémanique du SSI Suisse à Zurich. Elle est d'une part en charge de la gestion du bureau de Zurich et en tant que tel, membre du comité de direction du SSI Suisse. D'autre part, elle est chef d'équipe des services transnationaux de la Suisse alémanique.

Le SSI Suisse est très heureux de l'accueillir au sein de ses équipes pour contribuer au développement de ses activités en Suisse Alémanique où ses compétences techniques et de management seront précieuses.

Mme Sonderegger bénéficie d'une expérience riche et solide de plus de vingt ans en droits de l'enfant. Après un passage chez Unicef Suisse en tant que responsable en droits de l'enfant, elle a notamment travaillé chez Caritas Lucerne dans l'intégration sociale et interculturelle. Avant de rejoindre nos équipes, elle a travaillé pour la ville de Zürich en tant que Directrice spécialiste des droits de l'enfant afin de renforcer les capacités des services sociaux.

Nous lui souhaitons la bienvenue et beaucoup de succès dans sa nouvelle fonction.

**«Ces prochaines années, nous allons étendre et renforcer notre présence en Suisse alémanique. Notre objectif est de pouvoir apporter conseils et soutien aux autorités, aux particuliers et aux partenaires professionnels dans le cas de situations individuelles complexes.»**

Maya Sonderegger



Le SSI Suisse fournit des conseils personnalisés à des familles ou couples binationaux. Notre expertise en matière de droit de la famille et de droit des étrangers nous permet d'accompagner ces personnes dans leurs démarches administratives.



## Notre vision

**Un monde où les droits des enfants et de leurs familles sont respectés par-delà les frontières**

## Trois domaines d'intervention pour venir en aide aux enfants, aux familles et aux migrants

### Services transnationaux pour les enfants et leurs familles

- Protéger l'enfant et l'adulte par-delà les frontières.
- Intervenir dans les conflits familiaux internationaux.
- Entreprendre des recherches d'origine.
- Effectuer des évaluations sociales à l'étranger.
- Conseiller les parents sur l'adoption et les nouvelles formes de parentalité.

### Mineurs non accompagnés (MNA)

- Leur apporter protection, soutien social, professionnel, juridique et financier.
- Former les professionnels à l'encadrement des MNA.
- Travailler à déterminer leur meilleur intérêt (Best Interests Determination - BID)
- Défendre leurs droits et en porter le plaidoyer.
- Multiplier les collaborations avec les pays de transit, d'origine et de destination.
- Assurer un accompagnement à l'intégration ou contribuer à un retour réussi dans le pays d'origine.

### Soutien aux migrants, aux réfugiés et aux diasporas

- Conseiller en matière de droit d'asile et de droit des étrangers.
- Soutenir des réintégrations dans le pays d'origine permettant des perspectives.
- Transmettre aux migrants des informations objectives concernant leur retour dans un autre pays.
- Apporter un soutien psycho-social aux enfants réfugiés syriens.

# Les services transnationaux

## Un soutien individuel et professionnel aux enfants, aux adultes et aux familles dans un contexte transnational

Les préoccupations adressées à nos services transnationaux sont multiples et souvent complexes. Les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA), les tribunaux, les services sociaux et les personnes directement concernées se tournent vers nous lorsque des problèmes familiaux surviennent par-delà les frontières nationales: en cas de conflit de garde ou de droit de visite, d'enlèvement d'enfant, de transfert de mesures de protection d'enfant ou de recherches d'origine à la suite d'une adoption internationale. Notre équipe interdisciplinaire de juristes, travailleurs sociaux et médiateurs de Genève et Zurich offre des conseils personnalisés et prend part à des interventions socio-juridiques entre la Suisse et l'étranger. Grâce à notre réseau international, nous pouvons notamment obtenir pour les autorités des rapports sociaux de l'étranger, émettre des signalements à l'étranger, rétablir des contacts familiaux et offrir des services de médiation lors de conflits familiaux transfrontaliers ou dans des cas d'enlèvement d'enfant.

Les membres du réseau SSI nous soumettent également des demandes de renseignements que nous traitons en collaboration avec les autorités locales suisses.

En plus d'interventions directes, nous sensibilisons et informons les experts et le public sur les thèmes de la protection internationale de l'enfant et de l'adulte.

### «Le bien-être de l'enfant est au cœur de toutes nos activités.»

En 2018, nos services transnationaux sont intervenus dans 741 situations individuelles et ont fourni 723 consultations brèves par téléphone ou par courriel.

Un rapport d'analyse externe a pu montrer les conséquences pour le SSI Suisse du passage, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013, du système des autorités de tutelle communales aux autorités cantonales de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) en Suisse alémanique. Au cours de cette réforme, de nombreux acteurs de la protection sociale et de la protection de l'enfance n'ont plus eu connaissance des services offerts par le SSI Suisse. C'est pourquoi, en 2018, une attention particulière a été accordée au développement et à la consolidation de l'équipe des services transnationaux et au renforcement du réseau professionnel en Suisse alémanique. Ce travail sera poursuivi et intensifié en 2019.

Le SSI Suisse est membre des réseaux suivants:

Réseau suisse des services de recherche

Réseau suisse des droits de l'enfant  
[www.netzwerk-kinderrechte.ch](http://www.netzwerk-kinderrechte.ch)

Comité de la Fédération genevoise MédiationS (Genève)  
[www.fgem.ch](http://www.fgem.ch)

Comité de l'association Juris Conseil Junior (Genève)  
[www.jcj.ch](http://www.jcj.ch)

Réseau Enfants Genève

FICE – Fédération Internationale des Communautés Educatives  
[www.ficeinter.net](http://www.ficeinter.net)

Commission internationale d'AvenirSocial  
[www.avenirsocial.ch](http://www.avenirsocial.ch)

[binational.ch](http://binational.ch)

De plus, dans le cadre de l'adoption internationale, le SSI Suisse offre des consultations d'accompagnement de candidats adoptants dans l'élaboration de leur projet.

Nos services transnationaux soutiennent chaque année plusieurs milliers de personnes notamment dans des situations de réunifications familiales, comme ce fut le cas en 2018.



## Autorité parentale conjointe – et les enfants?

Avec la modification du code civil en 2014, l'autorité parentale conjointe (APC) est devenue la règle en Suisse. Ce changement de loi a été salué comme une grande avancée pour plus d'égalité entre les parents. Mais qu'en est-il des enfants concernés? Est-ce que leur quotidien et leurs droits en sortent améliorés?

Deux aspects en particulier posent des défis importants:

- La garde alternée devrait-elle découler automatiquement de l'APC et être systématiquement encouragée? Si oui, quels critères appliquer pour s'assurer que l'intérêt et les besoins de l'enfant priment sur ceux de ses parents?
- Le déménagement à l'étranger (et dans certains cas, à l'intérieur de la Suisse) est sujet à l'autorisation des deux parents (art. 301a Code civil). Un parent souhaitant quitter la Suisse avec l'enfant a donc besoin de l'accord de l'autre parent, sous peine de se voir accusé d'enlèvement parental d'enfant. Comment arriver à cet accord en pratique, si le temps presse?

Après avoir organisé un premier colloque sur cette question en 2015, le SSI Suisse va organiser un colloque en novembre 2019 pour évaluer et discuter, avec le concours d'experts de la pratique et du droit, les premiers cinq ans d'application du nouveau droit et examiner les avancées et échecs du point de vue des enfants et de leurs besoins.

Le colloque va aborder les questions mentionnées ci-dessus en y associant les autorités cantonales et fédérales, les praticiens du terrain (thérapeutes, médiateurs) et les experts du droit.

## Une mère suisse bloquée avec ses enfants en Scandinavie

Le SSI Suisse a été sollicité à propos d'une mère de nationalité suisse qui se trouve depuis 10 ans dans un pays scandinave avec ses deux enfants âgés de 7 et 9 ans. Le père exercerait une forte violence psychologique sur toute la famille, y compris des menaces de mort. La mère a décidé de se séparer de son mari et aimerait retourner en Suisse avec les enfants. Seulement, elle ne sait rien du droit national et international qui s'appliquent dans ces situations où les deux parents ont l'autorité parentale conjointe et où l'un d'eux aimerait déménager à l'étranger avec les enfants.

Le SSI Suisse a pu répondre à ces questions et élaborer trois scénarios possibles pour la mère:

- solliciter le consentement du père des enfants pour un retour légal en Suisse;
- quitter le domicile conjugal et solliciter l'autorisation du juge scandinave pour un déménagement en Suisse avec les enfants;
- retourner en Suisse sans une telle autorisation au risque de se voir accusée d'enlèvement d'enfants par le père.

La question primordiale pour le SSI Suisse était de savoir quel scénario correspondrait au mieux à l'intérêt des enfants. Cela s'est traduit par des questions ciblées sur les enfants et leur lien avec chacun des parents. Nous avons aussi sensibilisé sur les conséquences que chacune des différentes options auraient sur les enfants. Cependant, le choix final appartient à la mère, le SSI Suisse visant à outiller les personnes pour qu'elles puissent prendre leurs propres décisions au regard du meilleur intérêt de l'enfant. A ce jour, le dossier est toujours ouvert au SSI Suisse.

# 2018 en chiffres

## Travail au niveau international

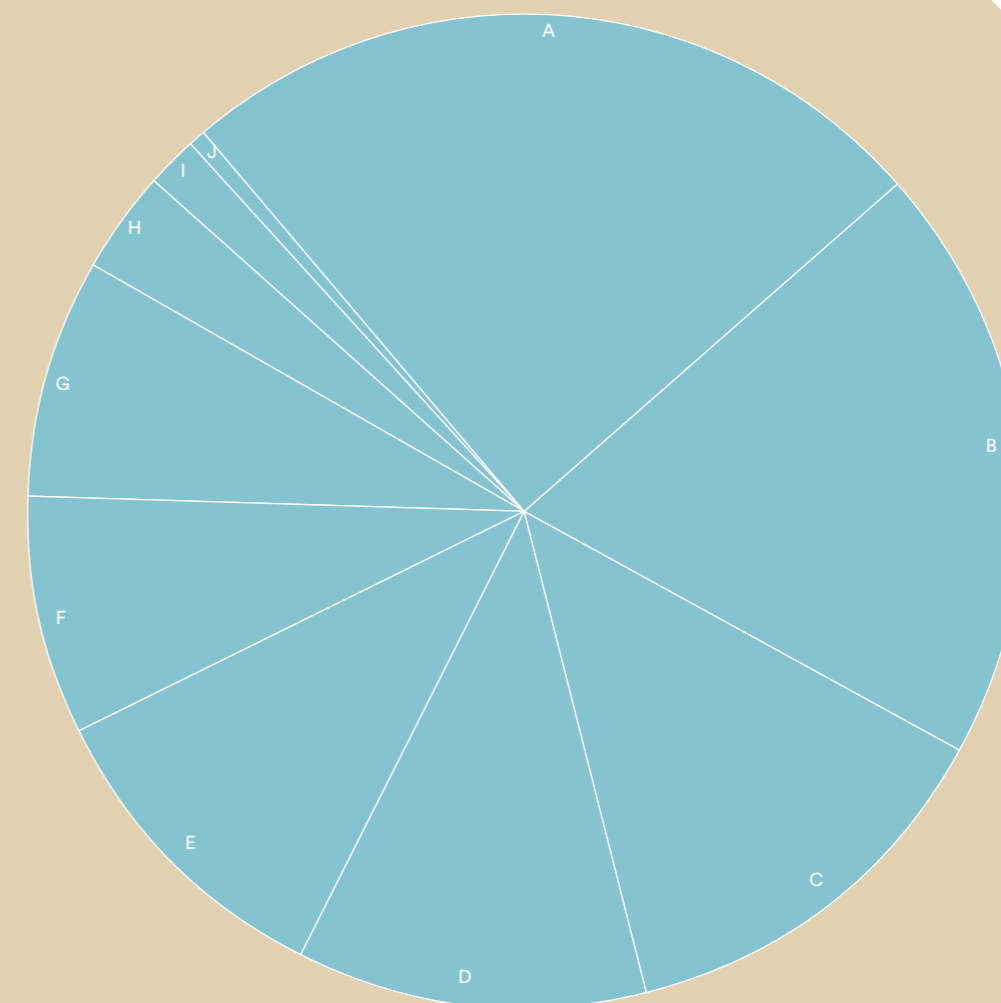
# 75

Nombre de demandes transmises par les membres du réseau SSI à l'étranger. Elles émanaient majoritairement du Portugal, de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne et du Canada.

# 101

Nombre de pays concernés par nos dossiers, principalement l'Érythrée, le Portugal, la République islamique d'Afghanistan, la France, l'Allemagne, le Brésil, l'Espagne, la Somalie, la Guinée, l'Albanie, l'Italie et le Kosovo.

## Types de thématiques traitées 1464 interventions



A **Protection transnationale de l'enfant**  
364

B **Droits parentaux**  
287

C **Soutien aux migrants (réintégration, ...)**  
191

D **Protection de l'adulte**  
165

E **Mineurs non accompagnés**  
150

F **Adoption et recherche d'origine**  
116

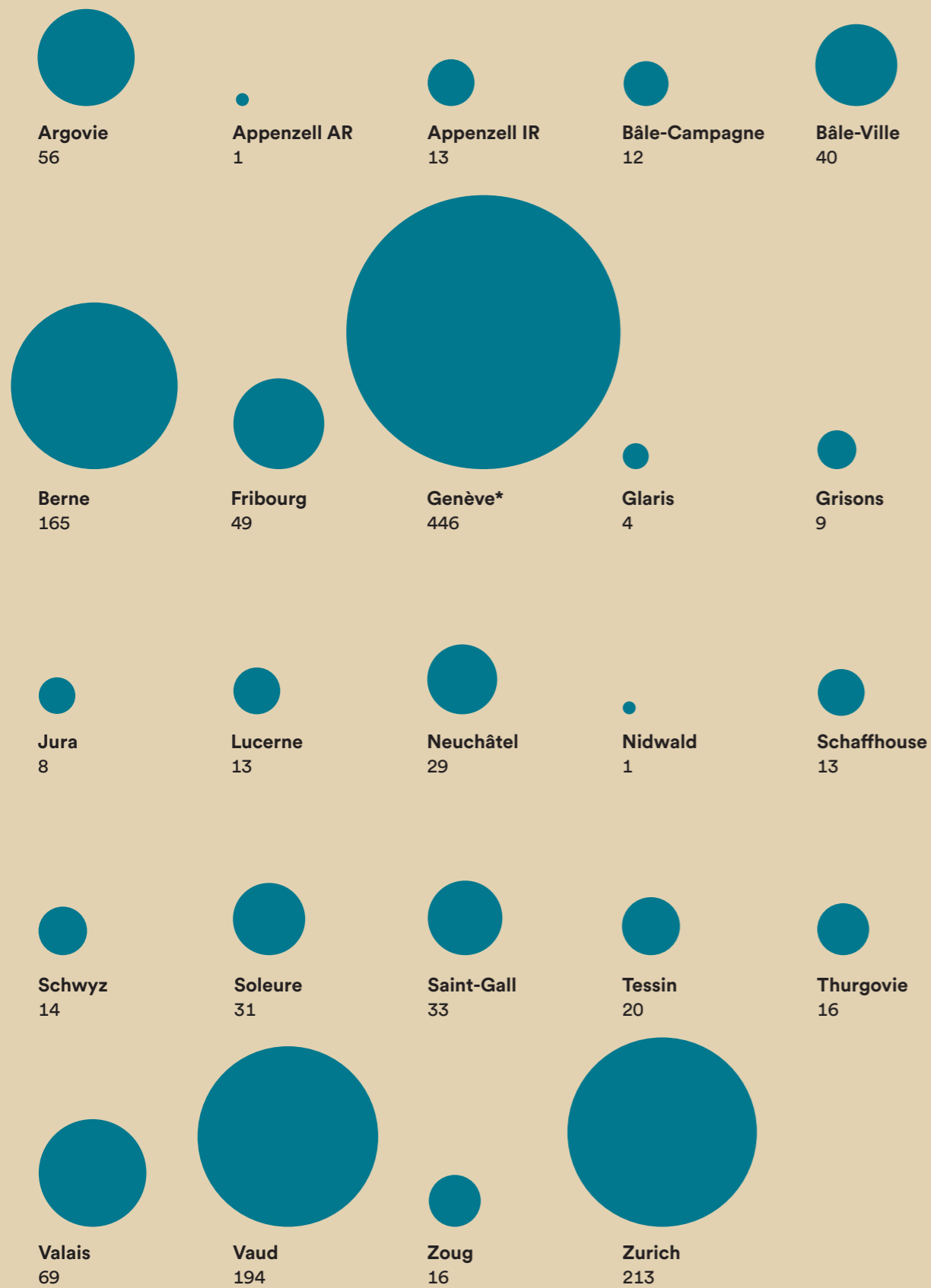
G **Enlèvements internationaux d'enfants**  
113

H **Divers**  
47

I **Conseils aux couples binationaux**  
25

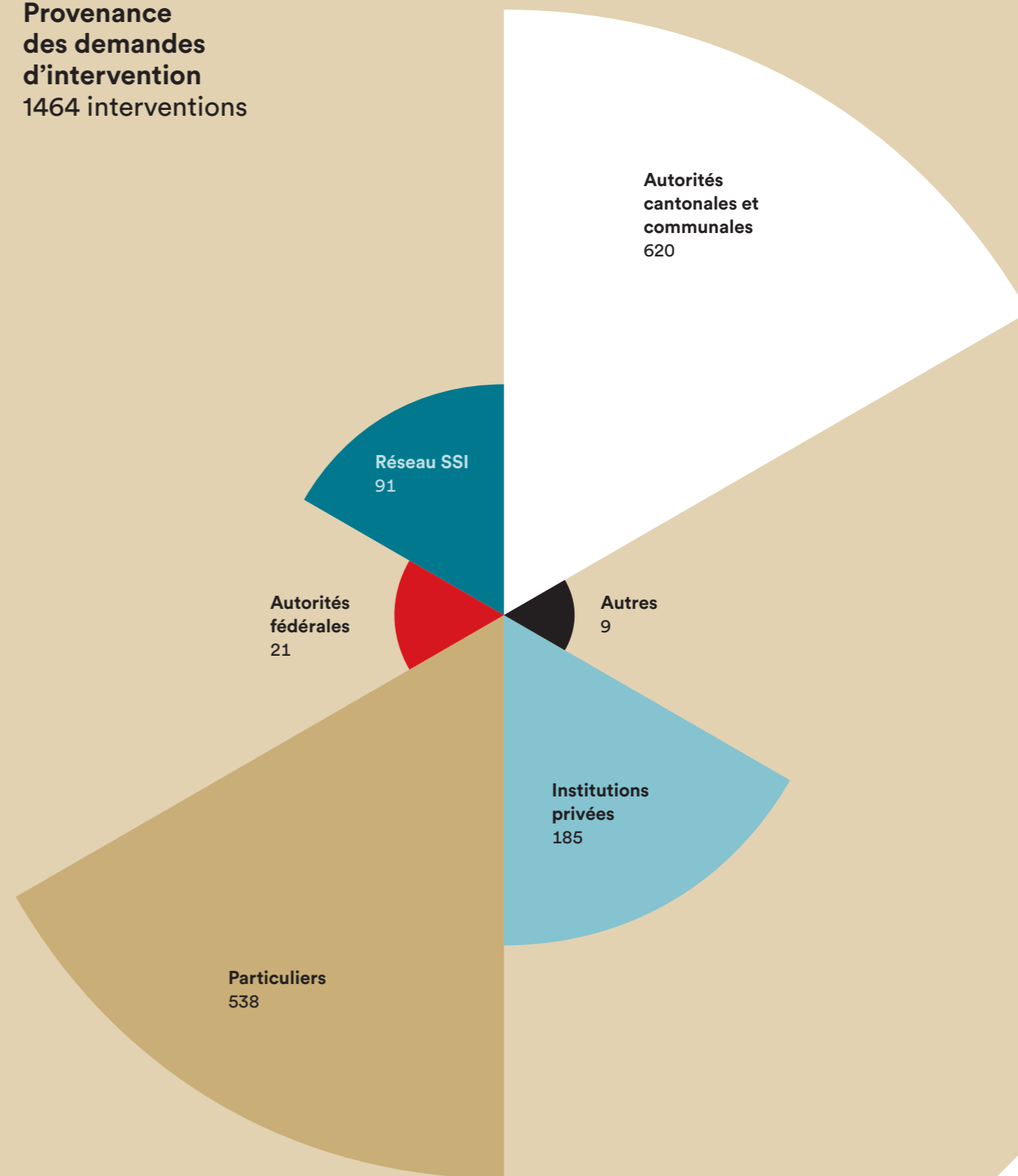
J **Pensions alimentaires**  
7

### Cantons concernés 1464 interventions



\* dont 92 cas concernant des mineurs non accompagnés

### Provenance des demandes d'intervention 1464 interventions



Nos principaux interlocuteurs dans les cantons et les communes sont:

- Les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA)
- Les services de protection de l'enfant et de l'adulte
- Les services sociaux
- Les services de la population et de la migration
- Les services d'aide au retour
- Les services médicaux

# MNA: entre droit de l'enfant et droit d'asile

Une intervention à trois niveaux: aide individuelle aux MNA, soutien aux professionnels et plaidoyer

## 130

participants aux rencontres intercantionales organisées par le SSI Suisse

Suite à un afflux d'arrivées de réfugiés en 2015 et 2016, le nombre de demandes d'asile baisse depuis deux ans; y compris celles des enfants et jeunes migrants dont les mineurs non accompagnés (MNA).

Ces dernières années, le SSI Suisse s'est imposé comme un acteur central sur cette thématique au niveau national. Grâce à ses prestations, le SSI Suisse parvient à toucher un large éventail d'acteurs sur le terrain, dans l'administration, les ONG et la politique et réussit à répondre de manière appropriée à leurs besoins. Avec sa stratégie nationale, le SSI Suisse entend contribuer à l'amélioration durable de l'accueil des mineurs non accompagnés et des jeunes migrants en Suisse, et ceci à trois niveaux complémentaires:

- Prestations directes pour les jeunes migrants
- Renforcement de capacités et mise en réseau des experts
- Plaidoyer aux niveaux cantonal et national

## 150

participants au colloque de l'ADEM

Les efforts menés par les cantons lors de cette période sont aujourd'hui questionnés, voire révolus. Or, si moins de MNA arrivent dans notre pays, les ex-MNA, jeunes arrivés en tant que mineurs et devenus adultes depuis, augmente. La majorité d'entre eux restera vraisemblablement en Suisse et cela nécessite un soutien important dans leur processus d'intégration sociale et professionnelle. Il reste donc des défis de taille en vue de l'amélioration de la prise en charge dans notre pays.

## 420

tandems créés depuis 2016

## 139

MNA ayant reçu un soutien juridique, social ou financier du SSI Suisse

## Les principales réalisations de 2018

### Projet «1 set de + à table»

Le programme de parrainage «1 set de + à table», mis en œuvre par le SSI Suisse à Zurich et à Genève<sup>1</sup> et avec des partenaires dans six autres cantons<sup>2</sup>, comptait, fin 2018, 413 tandems en Suisse. Le lien établi entre la population résidente et les jeunes migrants est une réponse concrète à une intégration sociale durable.

[solidarity-young-migrants.ch](http://solidarity-young-migrants.ch)

### Soutien individuel aux mineurs non accompagnés

En 2018, le SSI Suisse a accordé un soutien individuel à 139 MNA via une assistance juridique ou un accompagnement social ou encore un soutien financier à la formation.

[formation-perspectives.ch](http://formation-perspectives.ch)

### Projet pilote dans le cadre de la réforme de la nouvelle loi sur l'asile

Avec le soutien du UNHCR, un projet pilote a été mené dans le Centre fédéral administratif test de Zurich. Il propose la mise en place de solutions durables notamment une procédure prenant en compte le meilleur intérêt de l'enfant (*Best Interests Determination* - BID).

### Projet Myself

En partenariat avec l'association TIPITI, le SSI Suisse développe une approche permettant aux jeunes migrants de valoriser leurs capacités personnelles et de renforcer leur confiance en soi. L'approche vise à les préparer à être autonome et à favoriser leur intégration.

### Des cartographies cantonales

En 2018, le secteur MNA a publié des cartographies référençant les structures de prise en charge pour MNA dans presque tous les cantons. Il s'agit du premier recensement national des mesures d'hébergement, de soins et d'intégration des MNA en Suisse. Après l'augmentation du nombre de MNA dans notre pays en 2015, les premiers pas vers une professionnalisation et une harmonisation de leur prise en charge ont pu être observés.

[ssi-suisse.org](http://ssi-suisse.org)

### Rencontres inter-cantonales en Suisse alémanique et Suisse latine

Lors de deux colloques intercantonaux organisés par le SSI Suisse sur la thématique des MNA devenus jeunes adultes, 130 experts de 23 cantons ont rassemblé leurs connaissances et recommandent un accompagnement approprié et une formation post obligatoire pour contribuer à l'autonomie de ces jeunes.

### L'ADEM, une voix pour les enfants migrants

L'année 2018 a été charnière pour l'Alliance pour les droits des enfants migrants (ADEM) qui a été consacrée à la professionnalisation de la structure à travers la consolidation de sa stratégie. Outre les membres fondateurs (SSI Suisse, Institut international des droits de l'enfant - IDE, Tdh Lausanne), elle compte désormais cinq membres actifs, à savoir l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés – OSAR, Protection de l'enfance Suisse, Kinderanwaltschaft Schweiz, le Conseil Suisse des Activités de Jeunesse – CSAJ et Save the Children qui permettent d'assurer une visibilité sur le plan national.

Le colloque annuel tenu en novembre à Berne a eu pour thème: «L'intégration des enfants et des jeunes migrant-e-s: quels enjeux pour les professionnel-le-s?». Cet événement a offert l'occasion à plusieurs jeunes du projet Speak Out! Sans-papiers de faire entendre leur voix, que ce soit à travers des témoignages ou de leur contribution à la rédaction des résolutions du colloque.

C'est notamment via diverses prises de position sur des sujets d'actualité politique et juridique et par sa participation à diverses consultations législatives fédérales concernant les enfants migrants que l'ADEM a exercé son plaidoyer en 2018. L'ADEM a ainsi pris position concernant l'Agenda Intégration et recommandé à nos instances dirigeantes d'adhérer au Pacte mondial sur les migrations.

[www.enfants-migrants.ch](http://www.enfants-migrants.ch)

<sup>1</sup> En collaboration avec l'Association des médiatrices interculturelles (AMIC).

<sup>2</sup> Avec le soutien de l'Action-Parrainages dans le Canton de Vaud.



Miski\* et Mireille se sont rencontrées grâce au projet «1 set de + à table» qui favorise le lien entre les jeunes migrants et la population locale.

Elles forment aujourd'hui un tandem.

\* Prénom fictif



Le SSI Suisse soutient les enfants migrants vulnérables d'Afrique de l'Ouest par une prise en charge transfrontalière.

# Le Réseau Afrique de l'Ouest pour la Protection des Enfants (RAO)

## Une collaboration multi-acteurs pour la protection des jeunes migrants vulnérables

Le SSI Suisse collabore avec le SSI Afrique de l'Ouest dans la mise en œuvre des activités du Réseau Afrique de l'Ouest pour la Protection des Enfants (RAO), qui est actif dans 16 pays de la région. La 14<sup>e</sup> réunion du comité de pilotage s'est tenue à Banjul en Gambie en octobre 2018 en présence des 15 pays membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest – CEDEAO, représentés par les responsables nationaux de la protection de l'enfance, les ONG partenaires du RAO et les représentants du mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs (MAEJT). La Commission de la CEDEAO, la Direction du développement et de la coopération – DDC, l'Union Européenne ainsi que des organisations internationales étaient également présentes.

### Research Handbook on Child Migration

La migration des enfants en Afrique de l'Ouest et le mécanisme RAO ont été l'objet d'un chapitre rédigé par O. Geissler (SSI Suisse) et A. Lagunju (SSI-AO) paru dans le *Research Handbook on Child Migration* (Elgar, 2018), qui fait partie d'une publication scientifique dirigée par la Prof. J. Bhabha (enseignante à Harvard et FXB), et deux chercheurs J. Kanics et D. Senovilla Hernandez.

### Le défi de renforcer le système régional de protection de l'enfance pour les enfants en mobilité en Afrique de l'Ouest

*Il est important de noter que la mobilité ne se limite pas à un déplacement d'un point A à un point B. Malgré une mobilité marquée des populations ouest-africaines, la majorité des personnes en déplacement migrent dans la région. En effet, les migrations vers l'Europe restent négligeables par rapport aux migrations intrarégionales ouest-africaines. Elles représentent moins de 9% des migrations totales... La plupart des migrations ouest-africaines est donc circulaire.*

....  
Le SSI Suisse s'est basé sur la documentation et les données recueillies auprès de ses partenaires pour mener des actions de plaidoyer visant à un engagement politique accru en faveur des enfants en mobilité au sein des États membres de la CEDEAO. Ayant démarré avec trois pays, le processus de développement du RAO a été mené sur sept ans (2005-2012) et a finalement conduit les 15 pays de la CEDEAO à mettre en œuvre ce mécanisme.

Plus de détails et commande de la publication sous:  
<https://www.e-elgar.com/shop/research-handbook-on-child-migration>

### L'Afrique de l'Ouest renforce la protection des enfants vulnérables grâce à une signalisation régionale

Lors de cette réunion, un panneau de signalisation de la CEDEAO pour la protection des enfants a été officialisé. La pose visible de ces panneaux dans des lieux où se trouvent des enfants vulnérables (marchés, frontières, etc...) permettront à ces derniers d'identifier un lieu où ils trouveront protection et orientation. Sa pose et sa mise en œuvre sont prévus prochainement dans les 15 pays de la CEDEAO.

La revue des performances du Réseau atteste de l'augmentation du nombre d'enfants vulnérables référés au mécanisme RAO ainsi que de la qualité de la prise en charge, en partenariat avec de multiples acteurs.

Dans le cadre d'une collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (Programme Régional de Développement et de Protection – RDPP – pour l'Afrique du Nord), le SSI Suisse a produit des lignes directrices pour l'hébergement des mineurs non accompagnés au Maroc. En Tunisie, une étude exploratoire a été lancée pour mieux comprendre le profil des enfants migrants et les défis auxquels ils sont confrontés dans ce pays.

Le RAO est soutenu financièrement par la DDC (PGMD) et l'Union Européenne depuis 9 ans.



# 1'709

enfants soutenus



# 23

formations dispensées

# 586

personnes formées sur la prise en charge des enfants migrants

# 26

missions de supervision

# Le soutien aux migrants, aux réfugiés et aux diasporas

**Le SSI Suisse propose plusieurs projets ou prestations pour accompagner des hommes, des femmes et des enfants qui se trouvent dans des situations de vulnérabilité.**

## Réintégration dans le pays d'origine: permettre des perspectives durables

Ce programme vise à soutenir des migrants vulnérables qui rentrent dans leur pays d'origine. L'alliance d'un petit capital et d'un suivi par un partenaire local permet au bénéficiaire de construire des perspectives soit par la mise en place d'un projet professionnel soit par l'acquisition de nouvelles compétences via une formation. Chaque année, une visite de terrain permet notamment d'évaluer les projets soutenus, de mieux comprendre le contexte migratoire et de renforcer la collaboration avec le partenaire local.

En 2018, la chargée du programme et la responsable communication du SSI Suisse se sont rendues en Géorgie où notre partenaire, CHCA\*, améliore les moyens de subsistance de personnes socialement vulnérables et renforce leur intégration sociale et économique.

Durant 5 jours, elles sont allées à la rencontre de neuf bénéficiaires du programme, à Tbilissi mais aussi à Kvemo Alvani, aux abords de la frontière avec l'Azerbaïdjan. La majorité d'entre eux poursuit le développement de leur projet ou ont choisi de compléter leur revenu avec un autre emploi en parallèle.

**«Notre partenaire prend à cœur de tisser un lien de confiance avec les bénéficiaires, afin de les aider au mieux dans leur réintégration. Cette approche rejoint totalement l'objectif du SSI Suisse dans la mise en place de ce programme qui vise une approche holistique et personnalisée.»**

Michèle Demierre,  
responsable du programme

\* Charity Humanitarian Centre  
«Abkhazeti» (<http://chca.org.ge>)

## Un retour durable en Géorgie pour Mr G.

Monsieur G. est marié et a deux enfants de 2 et 5 ans. Il a migré seul en Suisse en 2016 pour des raisons de santé.

Ayant reçu une décision négative à sa demande d'asile, il rentre en Géorgie. Son projet de réintégration débute en octobre 2017 dès son retour. Comme il exerçait déjà une activité d'élevage avant de migrer, il relance la même activité: une exploitation de moutons et une fabrique de fromage. Le programme lui a financé un troupeau de 70 moutons.

### Bilan, un an après le lancement du projet

Son projet est très rentable, le prix du fromage ayant augmenté ces dernières années.

Son revenu est en augmentation depuis le début de l'activité, ce qui lui a permis d'investir dans l'achat de nouveaux moutons. Il est ainsi passé de 70 à 150 bêtes. Monsieur G. est satisfait de ses conditions de vie depuis le lancement du projet et n'envisage pas de migrer à nouveau, sa santé s'étant stabilisée.

# 76

projets

# 124

personnes soutenues  
(96 adultes et 28 enfants)

# 30

pays à travers le monde

## Une assistance juridique aux migrants

Le SSI Suisse offre une expertise dans les domaines du droit d'asile et du droit des étrangers et traite de sujets tels que les demandes de regroupement familial, les recours en procédure d'asile, les demandes d'autorisation de séjour, la constatation de statut d'apatride ou les demandes de naturalisation. De plus, sur mandat du Service de protection des mineurs, le SSI Suisse fournit une assistance juridique à tout mineur relevant de l'asile et résidant dans le canton de Genève.

# 92

dossiers ayant  
concernés  
des mineurs  
non accompagnés

## Projet Dublino: informer et orienter des migrants devant ou voulant retourner dans un pays européen

En application du Règlement Dublin III ou autres accords de réadmission, plusieurs milliers de personnes sont renvoyées chaque année d'un pays européen à un autre selon une procédure rigide. La préparation et l'accompagnement social sont souvent négligés et la continuité de la prise en charge n'est pas garantie d'un pays à l'autre.

Le SSI Suisse collabore avec le Canton de Vaud pour s'assurer que les personnes concernées par un renvoi puissent avoir accès aux services nécessaires une fois rentrées et leur fournit toutes les informations nécessaires avant le départ.

## Moussa, une prise en charge adéquate à son retour en Italie

Après avoir reçu un permis pour protection humanitaire en Italie, Moussa a été laissé sans suivi dans ce pays et s'est alors rendu en Suisse où il a déposé une nouvelle demande d'asile. La Suisse n'est pas entrée en matière au vu de son permis italien. Entretemps, une maladie chronique lui est diagnostiquée.

En application du Règlement Dublin, la Suisse a transféré Moussa en Italie. Par le biais de son réseau dans ce pays, le SSI Suisse a veillé à ce qu'il puisse avoir un accès immédiat aux médicaments dont il avait besoin ainsi qu'à un logement et à un soutien socio-administratif.

Quelques semaines plus tard, grâce à la stabilité qui lui a été fournie, Moussa a pu commencer une recherche d'emploi. Paysan dans son pays d'origine, il a pu trouver un travail dans une ferme en tant qu'ouvrier agricole. Il espère pouvoir maintenant permuer son permis pour protection humanitaire en permis de travail.

# 7'313

personnes concernées  
par ce type de décision  
en Suisse en 2018

# 75

bénéficiaires de l'accompagnement  
social du SSI Suisse en 2018

# 19

retours accompagnés en 2018

# 10

pays concernés en 2018

## Renforcer l'engagement de la diaspora pour le développement de la Tunisie

Le projet CTRS (Communauté Tunisienne Résidente en Suisse) a pour objectif d'améliorer la contribution des Tunisiens et Tunisiennes résident(e)s en Suisse (TRS) au développement socio-économique de la Tunisie.

En 2018, quatre associations de TRS ont été sélectionnées pour leurs microprojets de développement proposés dans différentes régions de la Tunisie et qui concernent la valorisation de produits forestiers, la réhabilitation d'une école primaire, l'élevage fermier de cailles, l'aménagement d'un terrain de sport ou encore la détection de troubles de la vue.

Concernant l'accompagnement à l'entrepreneuriat dans le cadre de l'initiative BLEDINVEST, quatre porteurs de projet ont commencé leurs activités dans différents domaines d'activités: agricole, sécurité & gardiennage et marketing digital.

Finalement, dans le cadre de l'accord jeunes professionnel entre la Tunisie et la Suisse, 22 jeunes adultes ont commencé leurs stages en 2018. Ce sont maintenant une soixantaine de jeunes qui bénéficient de cette mesure formatrice.

Au printemps 2019, c'est une phase de projet de 4 ans qui se termine. Sur mandat de la DDC, le SSI Suisse a procédé à un processus de capitalisation pour tirer les leçons apprises de ce projet.

Le rapport de capitalisation est désormais disponible sur le site [www.ctrs.ch](http://www.ctrs.ch) ainsi que celui du SSI Suisse.

## Offrir un cadre pour redevenir un enfant

2018 marque la 8<sup>e</sup> année du conflit syrien et les conditions de vie du million de réfugiés enregistrés au Liban n'ont jamais été aussi précaires.

Les enfants syriens représentent un groupe particulièrement vulnérable puisque la moitié des 500'000 mineurs présents au Liban sont déscolarisés et victimes de stress post-traumatiques.

Afin d'apporter un soutien psycho-social et des occupations ludiques à ces enfants, le SSI Suisse collabore depuis 2016 avec deux ONG locales (himaya et Mousawat) afin d'établir des aires de jeux sécurisées, appelés *safeparks*. En 2018, huit nouveaux safeparks ont été créés, portant à dix-huit le nombre de municipalités partenaires engagées à offrir un environnement permettant une vraie vie d'enfant. Le projet safeparks offre un accueil adapté et sécurisé aux enfants réfugiés tout en formant des équipes d'animateurs réfugiés, qui pourront, le jour venu, rentrer dans leur pays, riches de leurs compétences pour y poursuivre un autre projet.

## Mohammad, 5 ans, atteint de surdité, bénéficiaire d'un safepark

Il a fui les combats en Syrie avec toute sa famille pour s'installer à Sour, au Liban. Il a trois frères et sœurs.

Mohammad dispose d'un appareil auditif mais cela ne suffit pas à assurer une communication satisfaisante.

Cela fait une année qu'il vient toutes les semaines au safepark géré par l'organisation Mousawat et participe aux activités.

Il apprend la langue des signes et bénéficie d'un apprentissage adapté à ses besoins. Il aime jouer avec les autres enfants à des jeux collectifs comme le football, faire de la peinture de visage et surtout, faire de la bicyclette.

Plus tard, Mohammad veut travailler dans un restaurant comme son père.

# 18

safeparks ouverts dans  
toutes les régions du Liban

# 55'000

enfants bénéficiaires  
des safeparks depuis  
le lancement du projet

# 250

animateurs actifs

# Partager notre expérience

Fort de son réseau en Suisse et à l'étranger, le SSI Suisse partage l'expertise de son équipe dans les domaines de la protection internationale de l'enfant et du travail social transnational par le biais de formations et d'interventions dans des événements internationaux, tels que:

## Forum mondial sur la migration et le développement

En juin 2018, à Agadir au Maroc, notre directeur Olivier Geissler a contribué, au nom du réseau SSI, à l'atelier thématique sur les enfants et les jeunes migrants organisé par le Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD).

Au cours de ses interventions, il a promu une prise en charge de qualité et continue entre les pays pour mettre en œuvre des solutions durables individualisées pour les enfants et jeunes migrants.

Il a appelé à une collaboration transfrontalière renforcée pour une prise en charge basée sur les droits de l'enfant.

## 21<sup>e</sup> congrès de l'IAAH

Le SSI Suisse a participé au 21<sup>e</sup> congrès européen de l'Association internationale pour la santé des adolescents\* en octobre 2018 en Moldavie.

Le congrès a regroupé des représentants du domaine de la santé, du social, des organisations internationales et des ONG qui ont échangé des pratiques prometteuses sur l'accès des adolescents aux services de santé ainsi que l'engagement des jeunes dans le développement de ce type de services.

Le SSI Suisse a animé un atelier sur le thème des enfants migrants et a abordé la question des jeunes qui immigreront en Europe, dont les MNA, mais également des jeunes européens qui émigrent vers des pays voisins. L'accent a été porté sur les risques de traite humaine ainsi que sur la situation des enfants dont les parents quittent leur pays pour travailler ailleurs en Europe, appelés enfants *left behind*.

\* International Association for Adolescent Health – IAAH

# 7

missions  
sur le terrain

# 27

interventions  
dans le cadre de  
conférences pro-  
fessionnelles en  
Suisse et à l'étranger

# 8

formations

## Conférence sur le Pacte mondial sur les migrations à Marrakech

En décembre 2018, Mia Dambach du Secrétariat Général du SSI et Olivier Geissler ont représenté le Réseau du SSI à la Conférence intergouvernementale des Nations Unies pour l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Ce dernier a pour but premier que les migrants puissent jouir des droits de l'homme.

Dans le cadre des négociations sur le Pacte mondial sur les migrations, le SSI et ses partenaires de l'Initiative pour les droits de l'enfant ([www.childrenonthemove.org](http://www.childrenonthemove.org)) ont milité activement pour que celui-ci prenne en compte les enfants migrants et prévoit des mesures spécifiques de protection et d'intégration à leur égard.

# Le réseau de partenaires, pierre angulaire de l'action du SSI

Le SSI Suisse est le membre suisse du Service social international, réseau présent dans 120 pays à travers le monde.

Le SSI Suisse s'investit dans les activités de réseau pour mener des réflexions sur des thématiques communes, dans le plaidoyer ou dans le renforcement de capacités d'autres membres.

## Le SSI Suisse devient le référent du SSI France

En octobre 2018, le Directeur Général de *Droit d'Enfance*, Mr Jean-Luc Pujol, et le Secrétaire Général du SSI, Jean Ayoub, ont signé un accord de coopération établissant l'ONG *Droit d'Enfance* comme le membre du réseau SSI en France.

Le SSI Suisse, de par sa proximité géographique et linguistique et sa collaboration historique, a été nommé référent officiel du SSI France et a, à ce titre, organisé plusieurs sessions de formation et de partage d'informations avec la personne en charge des services transnationaux. Ce rôle de référent s'inscrit dans la durée et permet au SSI France de relancer son activité dans les meilleures conditions.

## Rencontre du réseau à Malte

La rencontre bisannuelle du Réseau SSI a eu lieu en mai 2018 à Malte. Elle a rassemblé les travailleurs sociaux et les responsables de 40 pays qui ont pu partager avec passion leurs pratiques prometteuses en matière de travail social transfrontalier et renforcer leur collaboration.

De nouveaux pays sont devenus des membres officiels du SSI: l'Irlande, l'Allemagne (nouveau partenaire à Francfort), Malte, la République Tchèque, l'Italie et le Liban.

Les points discutés témoignent de la diversité des sujets que le Réseau SSI gère au quotidien à savoir les droits de l'enfant et de la famille dans les cas de traite d'êtres humains, les enlèvements d'enfant, la maternité de substitution ou les enfants concernés par la migration.

*«L'ensemble des organisations membres du SSI travaillent main dans la main pour assurer le bien-être des enfants et de leur famille. Elles ont en commun une forte expérience dans le travail social aussi bien au niveau national qu'international, ce qui leur permet de pouvoir mener à bien toutes les activités de soutien social individuel.»*

Jean AYOUN, Secrétaire Général

Membre de



International  
Social Service

# Résultats financiers

## Aperçu

Comme prévu, les dépenses pour atteindre les objectifs fixés ont été de CHF 5.1 millions, alors que les sources de financement se sont élevées à CHF 5.2 millions. Un montant de CHF 0.3 million a été prélevé des sources de financement disponibles et reporté sur 2019 afin de couvrir les dépenses de différents projets en cours.

Par conséquent, nous enregistrons une perte de CHF 78'017 en 2018.

## Financements

*Les activités en Suisse*  
Les contributions des pouvoirs publics pour nos services en Suisse (sous forme de prestations) ont diminué en raison d'une baisse de la facturation des dossiers aux cantons. Les dons institutionnels et privés pour le soutien de nos bénéficiaires ont également diminué. A noter que la Loterie Romande et l'UNHCR ont contribué à hauteur de CHF 105'000 à notre cause en faveur des mineurs non accompagnés en Suisse.

## Les activités à l'international

Les activités du «Réseau Afrique de l'Ouest pour la protection des enfants» sont toujours financées par la DDC et l'UE. La coordination du cofinancement de ce programme par l'UE est assurée par le SSI Suisse. Ce financement se terminera au 31 décembre 2019. Notre partenaire, le SSI-AO, gère, quant à lui, la contribution de la DDC.

## Evolution des fonds propres

En raison du manque de soutien financier pour le programme des mineurs non accompagnés, et ce pour la deuxième année consécutive, le SSI Suisse a dû prélever un montant de CHF 191'925 dans ses capitaux libres.

Les fonds propres de l'organisation s'élevaient à CHF 97'944 au 31 décembre 2018. La pression financière exercée par le manque de ressources disponibles sur les thèmes de la migration, de la protection de l'enfance et du soutien social en Suisse et à l'international oblige notre organisation à redimensionner ses activités et ses prestations en Suisse.

Marc Evéquoz  
Responsable des finances

## Bilan de l'exercice au 31 décembre

	2018 CHF	2017 CHF
<b>Actifs</b>		
Trésorerie	549'993	927'388
Créances résultant de prestations de services	199'711	265'477
Prestations de services non facturées	746'897	485'014
Actifs de régularisation	43'983	116'083
Immobilisations corporelles	25'296	35'505
<b>Total des actifs</b>	<b>1'565'879</b>	<b>1'829'467</b>
<b>Passifs</b>		
Dettes résultant de prestations et autres à court terme	190'292	360'628
Passifs de régularisation	89'839	65'000
Capital des fonds affectés	1'187'805	1'227'878
<b>Capitaux propres</b>		
Capital de la fondation	50'000	50'000
Capital libre	47'944	125'961
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>97'944</b>	<b>175'961</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>1'565'879</b>	<b>1'829'467</b>

## Compte d'exploitation de l'exercice au 31 décembre

	2018 CHF	2017 CHF
<b>Produits</b>		
<b>Contributions des pouvoirs publics pour prestations</b>		
DFAE	16'000	15'000
OFAS	345'000	301'500
Canton de Genève	334'595	331'114
Ville de Genève	34'460	34'460
Autres cantons / communes	460'204	565'162
OIM	28'750	-
	<b>1'219'609</b>	<b>1'247'236</b>
<b>Dons</b>		
Autres donateurs	<b>71'844</b>	<b>107'306</b>
<b>Autres produits</b>		
Facturation de prestations et encaissement divers	153'305	193'977
Expertises et gestion de projets	644'794	632'370
Indemnités frais de personnel	235'032	176'829
Produits divers	39'222	33'367
	<b>1'072'353</b>	<b>1'036'542</b>
<b>Total des produits</b>	<b>2'363'806</b>	<b>2'391'084</b>
<b>Contributions des pouvoirs publics pour projets</b>		
DDC (GPMO)	615'188	1'453'974
OFAS	110'000	110'000
Canton de Genève	3'325	5'000
Ville de Genève	60'000	5'000
Autres cantons / communes	145'667	199'513
UNHCR	44'996	-
EuropeAid - Commission Européenne	743'043	670'058
	<b>1'722'218</b>	<b>2'443'545</b>
<b>Dons pour projets</b>		
Loterie romande	60'000	50'000
Autres donateurs	994'276	1'195'166
	<b>1'054'276</b>	<b>1'245'166</b>
Autres produits pour projets	124'824	9'606
<b>Total des produits des projets</b>	<b>2'901'318</b>	<b>3'698'317</b>
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>5'265'124</b>	<b>6'089'401</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Charges de personnel	1'702'612	1'618'435
Charges d'exploitation	739'212	934'960
Charges des projets	2'639'140	4'272'205
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>5'005'963</b>	<b>6'825'599</b>
<b>Résultat net avant variation du capital des fonds</b>	<b>-15'978</b>	<b>-712'102</b>
Prélèvement capital libre pour frais de développement MNA	191'935	246'989
Variation du capital des fonds affectés des projets	-253'974	326'900
<b>RÉSULTAT ANNUEL</b>	<b>-78'017</b>	<b>-138'213</b>

## Compte d'exploitation agrégé par projet en cours de réalisation au 31 décembre

Projets	Réintégration	Afrique EuropeAid	Afrique RAO	Afrique DDC	Bourses MNA
<b>Produits d'exploitation</b>					
Contributions des pouvoirs publics	-	743'043	5'000	415'048	3'325
Dons Fondations	409'010	-	128'449	-	93'725
Produits divers	4'552	-	12'185	1'118	-
<b>Total</b>	<b>413'562</b>	<b>743'043</b>	<b>145'634</b>	<b>416'166</b>	<b>97'050</b>
<b>Coûts de réalisation des projets</b>	<b>310'057</b>	<b>571'588</b>	<b>226'944</b>	<b>-8'624</b>	<b>182'226</b>
<b>Charges et produits extraordinaires</b>	<b>-</b>	<b>200'140</b>	<b>-</b>	<b>-200'140</b>	<b>-</b>
<b>Résultat Annuel</b>	<b>103'505</b>	<b>371'595</b>	<b>-81'310</b>	<b>224'650</b>	<b>-85'176</b>
<b>Etat des capitaux au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>194'120</b>	<b>68'821</b>	<b>74'705</b>	<b>-128'883</b>	<b>109'956</b>
<b>Etat des capitaux au 31 décembre 2018</b>	<b>297'625</b>	<b>440'416</b>	<b>-6'605</b>	<b>95'767</b>	<b>24'780</b>

Projets	MNA	CTRS Tunisie	Projet Dublino	Safeparks	Maroc Tunisie
<b>Produits d'exploitation</b>					
Contributions des pouvoirs publics	154'995	-	157'439	30'000	60'000
Dons Fondations	299'747	-	-	123'345	-
Produits divers	60'197	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>514'939</b>	<b>-</b>	<b>157'349</b>	<b>153'345</b>	<b>60'000</b>
<b>Coûts de réalisation des projets</b>	<b>706'874</b>	<b>286'408</b>	<b>157'349</b>	<b>170'182</b>	<b>36'045</b>
<b>Charges et produits extraordinaires</b>	<b>191'935</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat Annuel</b>	<b>-</b>	<b>-286'408</b>	<b>-</b>	<b>-16'837</b>	<b>23'955</b>
<b>Etat des capitaux au 1<sup>er</sup> janvier 2017</b>	<b>-</b>	<b>292'348</b>	<b>-</b>	<b>206'204</b>	<b>-</b>
<b>Etat des capitaux au 31 décembre 2018</b>	<b>-</b>	<b>5'940</b>	<b>-</b>	<b>189'368</b>	<b>23'955</b>

Les comptes ont été établis selon les principes Swiss GAAP RPC notamment RPC 21, du label ZEWO et de la législation suisse.

Les comptes 2018 et le rapport de l'organe de révision sont disponibles sur demande: info@ssi-suisse.org

# L'équipe du SSI Suisse<sup>1</sup>

Le SSI Suisse dispose d'une équipe inter-disciplinaire composée de personnes avec un haut niveau d'expertise et d'engagement humain. Elle travaille en étroite collaboration tout en étant répartie sur deux lieux géographiquement différents (Zurich et Genève). Elle réunit des compétences de travail social, de droit, de développement, de migration et de médiation.

## Direction

Olivier Geissler  
Directeur

Maya Sonderegger  
Sowe

Responsable Suisse  
alémanique (ZH)

## Communication et recherche de fonds secteur privé

Orianne Couturier

Responsable communication

Rolf Widmer

Recherche de fonds privés

## Finances

Marc Evéquo

Responsable des finances

Pierre-Alain Kummer  
Chargé comptabilité

## Administration & Ressources humaines

Carole Baumgart-  
Aubert

Gestion ressources  
humaines et administration

Gabriela Desseigne  
Assistante de projet,  
traductrice

Shaheeda Dollie  
Secrétaire, réceptionniste

Teodoro Pugliese  
Assistant administratif (ZH)

Stéphanie Weinberger  
Assistante administrative

## Services transnationaux

Stephan Auerbach  
Responsable  
de la Suisse latine

Nadine Biefer  
Juriste, médiatrice (ZH)

Talita Bonfils  
Juriste (ZH)

## Michael Erdin

Intervenant social (ZH)

Isabelle Lammerant  
Consultante en adoption  
internationale

Albert Mukwiye  
Intervenant social

Leila Raïs  
Intervenante sociale

Emilia Richard  
Juriste

Annick Lara Stooss  
Intervenante sociale  
et coordinatrice (ZH)

Dicky Ndoye  
Assistante sociale

Martina Peter  
Chargé de projet (ZH)

## Soutien aux migrants

Ramla Allani  
Chargée migration  
et développement  
du projet CTRS

Jean-Louis Berardi  
Avocat

Isabella Celli  
Spécialiste en migration

Michèle Demierre  
Chargée de Programme  
Réintégration  
dans le pays d'origine

Marie-Fleur Bourquin  
Chargée de projet  
Safeparks

Valerio Prato  
Spécialiste de la migration

## Mineurs

### non accompagnés

Elodie Antony  
Responsable du programme  
en Suisse latine

Lauren Barras  
Coordinatrice ADEM

Jenny Bolliger  
Chargée de projet (ZH)

Christoph Braunschweig  
Assistant social

Roberta Cecchetti  
Spécialiste en droit de l'enfant

Martino Guzzardo  
Chargé de projet

Alicia Haldemann  
Chargée de projet

Patricia Koch  
Responsable du programme  
en Suisse alémanique (ZH)

Mégane Lederey  
Chargée de projet

Barbara Noske-Aseev  
Chargée de projet (ZH)

Simone Renner  
Coordinatrice du secteur

Georgiana Ursprung  
Chargée du projet (ZH)

## Stagiaires

Gizmane Sandra Ahmed

Ewa Bernat

Eva Cardenas

Claire Dechamboux

Arjana Dervishaj

Milena Mader

Nkalazeke Mbolo

Zulhida Mujanovic

Margaux Romeiro

Morgan Sacchi

Lynn Wuarchoz

Martina Zürcher (ZH)

## Conseil de Fondation

Rolf Widmer\*

Président et ancien directeur du SSI Suisse  
Directeur opérationnel de Tipiti  
Président de la FICE Suisse

Philippe Aegerter

Ancien responsable des finances  
de la Ville de Genève

François Binder\*

Ancien cadre de la DDC

Daniel Burnat

Ancien tuteur de MNA à Genève

Marie-Gabrielle Cajoly\*

Consultante en communication,  
RSE et philanthropie

Raphaël Comte

Ancien conseiller d'Etat  
du canton de Neuchâtel

Valérie De Graffenried

Journaliste «Le Temps»

Margrith Hanselmann\*

Ancienne secrétaire générale de la CDAS

Maria Anna Hutter

Ancien sautier et secrétaire générale  
du Grand Conseil de la République  
et canton de Genève

Blaise-Alain Krebs

Ancien directeur du Foyer Jeanne-Antide

Muriel Langenberger Graf

Head of programs Europe – Member  
of Senior Management, Jacobs Foundation,  
Zurich

Roland Losey

Head of unit, Marketing Commission  
& Collection Services, Banque Pictet et Cie

Heinrich Nufer

Pédopsychologue

Paul Peter\*

Ancien cadre de la DDC

Stefan Rissi

Directeur de JTI Foundation

Georges Schürch\*

Ancien directeur général du Cycle  
d'orientation de l'enseignement secondaire  
(DIP), Genève

Michel Thentz

Ancien ministre du canton du Jura

Jean Zermatten

Ancien président du Comité des droits  
de l'enfant de l'ONU  
Ancien directeur de l'Institut international  
des droits de l'enfant (IDE)

Ariane Guisan

Secrétaire (hors conseil)

Catherine Passaplan

Secrétaire (hors conseil)

<sup>1</sup> Personnes ayant travaillé plus de 3 mois en 2018 au SSI Suisse

\* Membres du comité exécutif

## Travail des bénévoles

Le SSI Suisse a eu recours au travail de bénévoles pour diverses activités: 1'502 heures ont été effectuées bénévolement en 2018.

Nous tenons à les remercier vivement pour leur engagement au sein du SSI Suisse.

100

heures effectuées pour le secrétariat

250

heures effectuées par des traducteurs et réviseurs

1'152

heures effectuées par les membres du Conseil de fondation

### Bénévoles administratifs

Agnès Michelet  
Ewa Bernat

### Bénévoles traduction

Anne Beguin  
Elena Figal  
Marina Gnaedinger  
Erika Grandi  
Jill Hamilton  
Susan Jacquet  
Beatrice Joho  
Martina Lapper  
Cristina Leon Vallina  
Christiane Privat  
Walter Rosselli  
Isabelle Swali

## Appuis et soutiens financiers

### Cantons


Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Genève, Glaris, Grisons, Jura, Lucerne, Neuchâtel, Nidwald, Obwald, Schaffhouse, Schwyz, Soleure, St-Gall, Tessin, Thurgovie, Uri, Vaud, Valais, Zurich.

### Communes


Aarau (AG), Baar (ZG), Birmensdorf (ZH), Birr (AG), Hünenberg (ZG), Kilchberg (ZH), La Tour-de-Peilz (VD), Oberwil (BL), Pfeffingen (BL), Poschiao (GR), Reinach (AG), Schlieren (ZH), Spiez (BE), Solothurn (SO), Vernier (GE), Carouge (GE), Wilchingen (SH), Wartau (SG), Zollikofen (BE), Zug (ZG).

## Les donateurs et les fondations privés

### Avec le soutien de:

 Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération DDC

 Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI  
Office fédéral des assurances sociales OFAS

 Commission européenne

 REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

... SUBVENTIONNÉ ... PAR LA  
VILLE DE GENEVE

 LOTERIE ROMANDE

STIFTUNG MERCATOR SCHWEIZ

MIGROS pour-cent culturel

THE JTI FOUNDATION



Le SSI Suisse est certifié ZEW O. Le label de qualité ZEW O atteste de l'utilisation ciblée, efficace et rentable des dons recueillis.



Au Liban, le SSI Suisse a lancé, en collaboration avec ses partenaires locaux (himaya et Mousawat Organisation) et la FICE International, un projet pilote de mise en place et d'animation d'aires de jeux appelées «safe parks» pour les enfants réfugiés syriens.



**Service social  
international**

Suisse

Siège

9, rue du Valais

Case Postale 1469

1211 Genève 1

Tél. +41 22 731 67 00

Fax: +41 22 731 67 65

info@ssi-suisse.org

Bureau Suisse alémanique

Hofwiesenstrasse 3

8057 Zurich

Tél. +41 44 366 44 77

info@ssi-schweiz.org

www.ssi-suisse.org

CCP 12-5490-5



**Service social international – Suisse**  
**Internationaler Sozialdienst – Schweiz**  
**Servizio Sociale Internazionale – Svizzera**  
**International Social Service – Switzerland**

**Impressum**

Coordination

Orianne Couturier

Design

Bogsch & Bacco

Coordination traduction

Isabella Celli

Traduction

Erika Grandi

Nathalie Ogi

Photographies

Gabczi / Shutterstock

Eakachai Leesin /

Shutterstock

Kate / iStock

Emma Lizzio

Rémi Willemin

Orianne Couturier

Mousawat Organization

Impression

Staempfli SA, Berne

Membre de



International  
Social Service

